N° 141
1er AVRIL 2019

KOMITÉ POPILÈ

jik an bout!

Responsable de publication : Jean ABAUL – Contact : 0696 41 41 32 | cncpmartinique@gmail.com

EDITORIAL

La bataille décisive entre les peuples et leurs prédateurs a commencé ! (2/2)

Comment résister ?
Comment gagner le pouvoir de diriger nos vies ?

Face aux comportements maffieux des classes dominantes et des impérialistes occidentaux, face à la fascisation accentuée de leurs pseudo-démocraties, face à la grave dégradation de nos conditions d'existence, avons-nous des raisons de croire en notre capacité de renverser le système et de construire un monde meilleur ? Evidemment que oui !

Beaucoup en doutent parce qu'ils ignorent la puissance des luttes populaires qui se mènent sur tous les continents, parce qu'ils n'ont aucune idée de l'importance des alternatives politiques, économiques et sociales qui s'y développent. Les médias contrôlés par les maîtres du système ne s'en font jamais l'écho, sinon pour les salir. La mission qui leur a été dévolue par les multinationales - leurs propriétaires - est de désinformer, de semer la division entre les peuples et entre les groupes sociaux, de désespérer les classes soumises, de proposer à celles-ci, jeux, pornographie et autres dérivatifs afin de les conditionner et de les bestialiser.

Nous débutons ainsi cet article pour signifier que la première condition pour gagner la guerre contre les prédateurs est de réaliser que les forces décisives se trouvent dans le camp des travailleurs et des peuples. Or, aucune armée ne peut gagner la guerre si le moral de ses troupes est défait. Il convient donc de s'armer mentalement et de reprendre confiance. Cela est possible en s'informant sur les medias alternatifs qui rapportent les luttes et les expériences menées par les peuples, mais aussi, en se formant à la compréhension politique de la situation et des enjeux. Dès lors, il nous sera possible de participer à la mise en œuvre de l'indispensable stratégie globale qui conduira à la victoire.

Se battre sur tous les fronts !

Les défis à relever sont importants :

- mener une contre-offensive efficace sur le front de la guerre idéologique et de l'information ;
- consolider les alternatives économiques, éducatives et culturelles permettant de résister au saccage social organisé par les gouvernements ultralibéraux ;
- augmenter la pression sur les ennemis, partout et dès que cela est possible, par des dénonciations et des manifestations de toutes formes ;
- construire concrètement la démocratie directe et alternative : autrement dit, reconquérir la véritable souveraineté politique dont les classes opprimées ont été totalement dépossédées.
- renforcer l'unité et la cohésion de notre peuple au plan national ;
- contribuer à la convergence des luttes populaires au plan national et international ;

L'engagement de chacun et de chacune est essentiel, l'engagement collectif est fondamental !

Que tous ceux qui se plaignent que « les élus ne font rien » fassent, eux-mêmes, ce qu'ils sont capables de faire, dans leur famille, dans leur quartier, dans les associations, les syndicats et comités ; nous disposerons de forces considérables pour affronter le système qui est responsable de nos souffrances ! Que tous ceux et toutes celles qui sont conscients des dégâts causés par le capitalisme et le productivisme - avec la pollution, les problèmes sanitaires et les catastrophes environnementales que ceux-ci entrainent – que tous ceux-là s'engagent dans la lutte contre la consommation débridée et le gaspillage, dans le développement des circuits courts sur le plan économique ; la puissance financière des prédateurs sera ébranlée et nous disposerons d'un socle sur lequel la résistance pourra se camper.

Que tous ceux et toutes celles qui s'engagent déjà dans le militantisme politique, associatif ou caritatif, fassent converger leurs efforts ; nous ferons de grands pas vers la victoire !

Oui, la bataille décisive entre les peuples et leurs prédateurs bat son plein. Pour tenter de perpétuer leur domination et de garder leurs privilèges, ces derniers sèment le chaos et se prépare à un conflit militaire majeur. Mais, le changement est inéluctable car l'ancien système a fait son temps. Le tsunami qui s'annonce à l'horizon l'emportera.

Unissons-nous et engageons-nous pour contribuer à la marche en avant de l'humanité !

N.B. Si vous souhaitez discuter de cet article, n'hésitez pas à contacter notre secrétariat au 0696.332.632.

PAWOL FONDOK

« Laisser le crime en paix, c'est s'en rendre complice »

Proverbe français

Lutter pour qui ? Lutter pour quoi ? Lutter comment ?

Comme annoncé, le deuxième séminaire « Savoir pour Agir » s'est tenu le samedi 16 mars à Rivière Salée. De l'avis de tous les participants, les travaux dont la modération était assurée par Alain LIMERY, directeur de Coopérative et porte-parole du CNCP, ont été très enrichissants. Les échanges se sont déroulés autour de contributions dont nous ne saurions reproduire la richesse dans un simple compte-rendu. (Nous envisageons de les publier ultérieurement.) Nous en restituons quelques points importants.

Concernant le premier sous-thème « ***Quelles méthodes pour faire respecter nos droits et faire aboutir nos revendications ?*** » **:**

- **Alex GRANVILLE**, syndicaliste et militant du PKLS, a clairement établi les limites de la lutte syndicale dans le cadre du système capitaliste et colonial. Il a aussi montré les freins que constituaient les compétitions entre les syndicats, les conceptions sociales - démocrates, assimilationnistes et corporatistes pour la lutte des travailleurs, expliquant que tous ces obstacles ne pouvaient être surmontés que par la formation idéologique et politique des travailleurs.

- **Olivier JEAN-MARIE,** qui se présente comme un « citoyen ordinaire voulant contribuer au développement de la démocratie participative », constatant l'échec des dispositifs institutionnels censés impulser la démocratie participative, a insisté, sur la nécessité que ceux qui sont concernés par les différents problèmes soient les véritables protagonistes des mouvements. Cela implique la nécessité de former les « citoyens », de cultiver leur estime de soi et le sentiment qu'ils sont capables. L'objectif étant de donner le pouvoir à ceux qui n'en ont pas. OJM a ensuite proposé des méthodes, développées dans ses différentes publications, pour atteindre de tels objectifs.

Le deuxième sous-thème «***Contexte global et rapport de forces*** » a été introduit par **Jean-Pierre ETILE,** militant du PKLS. Il a montré comment la notion de rapport de forces s'illustrait dans les relations internationales, dans l'affrontement entre classes, entre les institutions, etc. dans un deuxième temps, il a expliqué comment les véritables forces qui s'affrontent et les enjeux sont escamotés par le biais du langage. Par exemple parler du « marché » permet de cacher la responsabilité des agents de l'ultralibéralisme.

Les débats relatifs au ***troisième sous-thème*** « ***Pour une stratégie globale*** » ont été introduits par deux contributions très significatives :

Frédéric MODESTINE, membre du réseau VIV, a exposé la nécessité de coordonner la lutte sur le front économique avec toutes les autres formes. Prônant le développement de la production et des circuits de diffusion ancrés dans notre milieu environnemental et culturel, il a insisté sur l'idée que c'est un combat difficile. Les maitres de l'économie dominante cherchent à étouffer toute initiative en imposant des normes inadéquates et par toutes sortes de moyens répressifs.

Raphael CONSTANT, avocat et militant du PKLS, a présenté l'expérience de la lutte des habitants de Pécoul (Saint-Pierre). Précisant que même s'il s'agissait d'une lutte géographiquement limitée, on pouvait en tirer des leçons importantes : a) Il est capital de laisser les commandes à ceux qui sont concernés par une lutte tout en accompagnant ceux-ci. b) En menant un travail d'investigation approfondi concernant le dossier on se donne des armes qui peuvent faire la différence. c) Même si, le rôle de l'avocat ou des institutions est important, c'est la mobilisation des concernés qui est déterminante. d) le renforcement de l'unité et la lutte pour résoudre les contradictions internes sont essentiels.

La synthèse des travaux soumise par Robert SAE, militant du CNCP, aux participants a débouché sur un consensus autour des points suivants :

- On ne saurait répondre aux trois questions posées par le thème du séminaire sans procéder à une analyse du contexte mondial et spécifiquement caribéen.

- Les méthodes de lutte doivent tenir compte du fait que les classes dominantes ne respectent plus les législations et les accords officiels. Les protocoles signés pour mettre fin à des conflits ne sont tout simplement pas respectés. Les victoires suivant les luttes populaires sont systématiquement remises en cause.

- La nécessité de renforcer les sentiments et l'engagement anticolonialistes et anticapitalistes ainsi que la démarcation claire par rapport aux lignes opportunistes est fondamentale.

- La construction d'un rapport de force favorable aux travailleurs et aux peuples passe par la formation idéologique et politique. Cela est indispensable pour surmonter les divisions au sein du peuple (Par exemple entre les usagers et grévistes dans le conflit du transport). La globalisation et la coordination des luttes sont un moyen de faire reculer les divisions.

- La lutte contre l'aliénation dont le vocabulaire est porteur, est particulièrement importante. (Exemples : Amérique du sud vs Amérique latine ; Pouvoir d'achat vs pouvoir de vie ; etc.)

- Pour les militants associatifs, syndicalistes et politiques, il est essentiel d'améliorer la communication. Une meilleure maitrise des nouvelles technologies s'impose. En même temps, la lucidité quant à la mainmise sur celles-ci par les classes dominantes (espionnage, blocages, manipulations, (etc.) appellent à privilégier les contacts humains sur le terrain.

Les échanges se sont poursuivis pendant le repas convivial qu'avait proposé Fabienne, responsable de « *A la Maison* ». Cette entreprise « racine » basée au marché de la commune du Marin fait partie du réseau VIV (Village des Initiatives Volontaires » qui, selon nous, est un modèle en matière de construction de réseau alternatif.

FOK SAV SA

LA LUTTE CONTRE LE FRANC CFA S'AMPLIFIE

Du 16 au 17 février 2019, les opposants au franc CFA se sont réunis à Bamako, la capitale du Mali, pour tenir des Etats Généraux. Dans la déclaration finale les participants ont décrété une année de débats sur le franc CFA dans les 14 pays* d'Afrique qui utilisent cette monnaie avec pour objectif de proposer une monnaie alternative. Pour mémoire le franc CFA est battu à Chamalières, en France et est un instrument de la domination française dans ces pays qui sont obligés de s'aligner sur la politique monétaire européenne, et ceci au détriment de leur propre économie. Les échanges entre les pays de la zone CFA sont 4 fois inférieurs à ceux de la zone euro et profitent principalement aux entreprises françaises.

---

*(Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée Bissau, Guinée équatoriale, Mali, Niger, Sénégal, Tchad et Togo

(Source : article Renaud Lecadre 7 mars 2019)

★

FACE AUX PRESSIONS ÉTATS-UNIENNES ET SAOUDIENNES, L'UNION EUROPÉENNE RENONCE A SA LISTE NOIRE ANTI-BLANCHIMENT

La Commission Européenne, après avoir enquêté, avait constitué une liste de seize pays considérés comme étant des paradis fiscaux laissant libre cours à la pratique de blanchiment de capitaux. Cette liste oblige les banques européennes à renforcer les contrôles sur les opérations financières avec des clients ou des établissements financiers de ces pays. La Commission a rajouté à cette première liste sept nouveaux pays dont deux sont alliés* des Etats-Unis et quatre** sont directement sous sa domination. L'inscription de ces pays a déclenché l'ire des Etats-Unis et de l'Arabie Saoudite. Afin de s'y opposer ils ont prétexté des problèmes de méthodes qui pourtant étaient fortement inspirées de celles pratiqués par les Etats-Unis. L'Union Européenne a fini par céder aux pressions Saoudiennes et étatsuniennes en rejetant la liste dans sa composition actuelle. Le blanchiment de capitaux et la corruption mondiale ont encore de beaux jours devant eux.

**(Panama, Arabie Saoudite)*
***(les Samoa américaines, Guam, Porto Rico et les Îles Vierges américaines)*

(Source : RFI 06-03-2019)

★

FRANCE : LE REGIME MACRONIEN INSTALLE SA DICTATURE

Ceux qui s'étaient laissé prendre au piège en votant Macron - soi-disant « pour empêcher que l'extrême droite n'arrive au pouvoir » - doivent se mordre les doigts aujourd'hui ! Avec un cynisme insolent, ce représentant de la finance introduit des législations liberticides et réprime violemment les protestations populaires.

Jugez-en : Pour tenter d'écraser la contestation des « Gilets jaunes », en 2018, 20.000 balles dites de défense ont été tirés contre les manifestants. On dénombre 2200 blessés parmi les civils. Un décompte réalisé par Médiapart au 6 mars fait état de 206 blessures à la tête, 22 éborgnés, 5 mains arrachées, 37 lycéens, 17 passant (es) 56 journalistes et 14 médics.

Gardes à vue et incarcérations sont massives : Au 15 février, on enregistre 1.800 condamnations, près de 1.400 en attente de jugement, des centaines de peines de prison ferme. On se souvient que lors de l'occupation du lycée ARAGO, le 22 mai 2018, des élèves avaient été forcés de s'agenouiller dans une cour les mains derrière la tête et que 40 adolescents avaient été arrêtés et placés en garde à vue ! Rappelons-nous aussi que les lois antiterroristes, déjà en usage, ont été employées contre des militants écologistes lors de la Cop 21, contre des opposants à la loi Travail ou contre des activistes anti-nucléaires de Bure.

La loi adoptée par le mouvement en marche vers le fascisme renforcera les possibilités de répression. On risquera désormais la condamnation à un an de prison et 15 000 euros d'amende pour s'être couvert le visage avec un foulard ou pour s'être protégé les yeux par crainte d'un tir de LBD. Les préfets peuvent désormais interdire les manifestations comme bon leur semble et des citoyens peuvent être arbitrairement interdits d'y participer parce qu'on les soupçonnerait d'avoir de mauvaises intentions !

Le régime macronien qui prétend donner des leçons de démocratie au reste du monde rejette avec arrogance la demande du Haut-commissaire de l'Onu aux droits de l'Homme d'ouvrir une enquête sur «l'usage excessif de la force» pendant les manifestations des Gilets jaunes. Il n'a que faire des recommandations du Conseil de l'Europe qui l'exhorte à « suspendre l'usage du LBD».

SUGGESTION DE LECTURE

☞ ***www.Investig'action / L'Espagne organise le procès-spectacle politique des accusés nationalistes catalans*** *par Alex Lantier et Alejandro Lopez*

☞ ***www.cadtm.org / La Banque mondiale au service des puissants dans un climat de chasse aux sorcières*** *par Eric Toussaint*

BILLET DU CNCP

REFUSONS D'ETRE COMPLICE D'UN NOUVEAU CRIME CONTRE L'HUMANITE !

Le 12 octobre 2018, William Brownfield, ex Embassadeur des Etats Unis au Venezuela, déclarait ceci : ***"Nous devons envisager ceci comme une agonie, comme une tragédie qui va se poursuivre jusqu'au dénouement final (...)*** *et si nous pouvons faire quelque chose pour l'accélérer, nous devons le faire, mais nous devons le faire en sachant que ceci aura un impact sur des millions de personnes qui ont déjà des difficultés pour trouver des aliments et des médicaments (…), Nous ne pouvons pas le faire et prétendre qu'il n'y aura pas d'impact, nous avons une décision à prendre qui est dure, la fin souhaitée justifie cette sévère punition."*

Quelle est cette « fin souhaitée » par les USA ? : Renverser par tous les moyens, les plus vils soient-ils, les autorités légales et légitimes d'un pays qui refusent que leur pays soit pillé par les impérialistes occidentaux. Parler des difficultés alimentaires et sanitaires, des coupures d'électricité du peuple Vénézuélien sans, à aucun moment, en mentionner les causes manifestes, revient à relayer la campagne de désinformation menée par les agresseurs Etatsuniens ! Malheureusement, cela a été le cas dans le supplément junior de FA destiné aux enfants de 8 à 17 ans qui donne une vision apocalyptique de la situation fabriquée par les médias occidentaux. Il est de notre responsabilité de porter à ceux-ci des compléments d'information qui leur permettront d'avoir une vision plus objective de la réalité. Les empires médiatiques, directement contrôlés par les multinationales, déversent un flot de désinformation à propos du Venezuela. Dans le même temps, les journalistes portant des informations objectives sont empêchés de remplir leur mission. Le journaliste canadien Arnold August a été interdit d'accès aux USA pour avoir publié un article mettant en cause leur politique à l'égard du Venezuela.

Les difficultés du Venezuela sont la conséquence directe d'une offensive subversive menée par les USA

Le pays connaissait une croissance régulière et importante du PIB qui a été stoppée net par le Décret de mars 2015 pris par OBAMA qui voyait en lui une « **menace inusuelle et extraordinaire » (sic !).** Jusqu'alors des millions de gens sortaient de la pauvreté. Depuis, Donald TRUMP s'est déchainé en multipliant des mesures coercitives en violation flagrante du droit international. Concrètement, il s'agit du blocage des opérations financières depuis ou vers le Venezuela, de l' interdiction imposée au système financier mondial de participer à toute opération d'achat, de vente, de négociation ou de renégociation de la dette souveraine du Venezuela, ainsi que toute opération concernant la dette de la compagnie pétrolière nationale PDVSA. Les filiales de PDVSA ne sont pas autorisées à rapatrier des bénéfices vers l'Etat vénézuélien. A cela s'ajoutent des mesures contre la cryptomonnaie Petro, contre les opérations de commercialisation d'or du Venezuela, etc.

Entre août 2017 et décembre 2018, les pertes pour le Venezuela ont atteint **23.238 Millions de dollars** et les Valeur des actifs gelés aux Etats-Unis **30.000 millions de dollars.** A cause du blocus économique, le Venezuela n'a pas reçu 3 millions 930 tonnes métriques d'aliments en 2016 et 6 millions 150 mille tonnes métriques additionnelles en 2017. Des matières premières, des médicaments, des équipements médicaux ont été interdites à l'importation dans le but de provoquer une crise des services de santé. Deux exemples concrets : en 2017, blocus par la banque étatsunienne Citibank

des fonds destinés à l'importation de 300.000 doses d'insuline, portant préjudice à plus de 450.000 patients. Blocus par la banque suisse UBS des transactions du Venezuela avec l'Organisation panaméricaine de la Santé (OPS) destinées à l'achat de vaccins pour le programme d'immunisation 2017.

A l'arme du blocus, les USA ajoutent le soutien à la subversion intérieure pour saboter l'économie du Venezuela. Les capitalistes qui contrôlent le commerce stockent les marchandises et augmentent exagérément le prix de vente des produits de première nécessité. Le gouvernement travaille à débusquer les produits cachés et impose des baisse de prix. D'énormes quantités d'aliments et d'essence vendus à bas prix au Venezuela, parce que subventionnés par le gouvernement, sont détournés pour être vendus en contrebande et au prix fort en Colombie par de prétendues « victimes affamées par le régime ». (Ex : sur le marché de Maico).

Plus un mensonge est gros, plus il a des chances d'être cru !

Comme tout cela ne suffit pas à mettre à genoux la Révolution Bolivarienne, une campagne de désinformation massive est menée pour préparer l'opinion à accepter une intervention militaire. Des vidéos sont fabriquées pour alimenter la propagation de fakenews. Des preuves filmées ont été diffusées par Telesur pour montrer que les gens ne buvaient pas l'eau des égouts et n'erraient pas dans les rues à la recherche de restes d'aliments trainant par terre. La preuve a été faite, reconnue par le New York Time, que les camions de la prétendue « aide alimentaire » avaient été brûlés par les partisans de Gaïdo, la marionnette des USA. Bien sur les médias occidentaux n'ont pas fait de rectification.

Concernant le sabotage des installations électriques, les médias occidentaux se sont appliqués à semer le doute sur les déclarations du gouvernement vénézuélien, en ignorant les preuves fournit par lui et en faisant le silence sur les déclarations de Kalev Leetaru, collaborateur du magazine Forbes. Celui-ci considère "très réaliste" de penser que le gouvernement américain a effectivement lancé une cyberattaque contre le complexe hydroélectrique de Guri, qui a conduit à la panne d'électricité et il indique que ce type d'attaque est l'une des tactiques décrite dans son rapport 2015 comme une « alternatives efficace ». Quant aux pillages ! Ils ont eu lieu dans des centres commerciaux d'une seule des 23 villes capitales provinciales, dans une zone frontalière où se sont introduit des mercenaires étrangers.

Qui devons-nous soutenir ? Les peuples ou les prédateurs ?

Une chose reste sure cependant : les vénézuéliens, en majorité, restent fidèle à la Révolution Bolivarienne. Comment pourraient-ils oublier que 2. 800.000 logements sociaux ont été construits depuis 2011, malgré le blocus, pour leur donner un habitat digne et propre ? Occupés à promotionner les rassemblements des subversifs, les médias occidentaux ne répercutent pas honnêtement les manifestations gigantesques de soutien à la Révolution (récemment encore les 16 et 23 mars). Les impérialistes ne cessent de se plaindre que « l'armée et les quartiers populaires n'aient pas encore basculé. » Aussi, la probabilité qu'ils interviennent militairement et qu'ils suscitent une subversion armée à l'intérieur, est de plus en plus grande.

Nous assistons aujourd'hui à la réédition de la stratégie qui a permis aux USA de justifier toutes ses agressions barbares. Les empires médiatiques se mobilisent pour émouvoir l'opinion, diaboliser le chef d'état à renverser et enfin justifier l'intervention militaire. Hier, c'étaient les charniers de Timisoara en Roumanie, les armes de destruction massives en Irak, l'usage d'armes chimiques en Syrie (etc.) Aujourd'hui c'est la famine du peuple vénézuélien causée par son Président !

A qui fera-t-on croire que Trump et Macron se soucient des gens qui ont faim et qui n'ont pas de médicament ? N'y a-t-il pas des gens qui font les poubelles à Paris et à New York qu'ils pourraient aider ? 805 millions de personnes souffrent de famine dans le monde, essentiellement dans des pays dominés et pillés par les impérialistes occidentaux. Où sont leurs camions « d'aide humanitaire » ?

La vérité essentielle concernant le Venezuela se trouve dans le rapport au Conseil des droits de l'homme de l'ONU, présenté par Alfred de Zayas : « *Par ses terribles effets sur la population, par les pénuries économiques qu'il produit et par son impact sur la vie sociale et sur la santé du peuple vénézuélien, le blocus économique et financier est- un acte conscient de violation massive des droits de l'homme du peuple vénézuélien et doit être considéré un délit de lèse humanité* ».

Refusons d'en être complice ! Luttons contre la désinformation ! Mobilisons-nous contre toute forme d'agression ! Défendons la Paix dans notre région !

Robert SAE -
Responsable aux affaires extérieures du CNCP

★★★

HOMMAGE A NOTRE CAMARADE
Pierre LOUISE dit « Ti Pyiè »

La disparition de notre camarade, dans sa 68ème année, après une longue maladie, laisse un grand vide, aussi bien dans nos rangs que chez tous ceux, nombreux, qui l'ont connu.
D'abord cadre dans l'Association Générale des Etudiants de la Martinique (AGEM), à son retour dans son pays natal, il a intégré le Conseil National des Comités Populaires (CNCP) dont il sera un délégué. A ce titre, il a été le candidat de l'organisation aux élections cantonales et colistiers pour les municipales à Fort-de-France. Sur le terrain, il a toujours démontré sa capacité de combattant et son aptitude à porter haut le drapeau de la lutte sans concession contre le colonialisme français. Militant associatif, il a été membre fondateur de plusieurs associations. Particulièrement apprécié de son entourage, très implanté dans son quartier, il le dynamisera pendant toute son existence.

QUE VIVE POUR TOUJOURS DANS NOS CŒURS
ET NOTRE MÉMOIRE NOTRE CAMARADE « Ti-Pyiè » !

VOUS AVEZ DIT « GUERRES ETHNIQUES » ?

Une fois de plus, à l'occasion du massacre de villageois au Mali par une bande armée, les « journalistes » occidentaux ont ressorti la rengaine qu'ils s'acharnent à accoler aux peuples Africains : « affrontements ethniques ! », « guerres tribales ! ». Appréciez ce document qui révéle les dessous de l'histoire.

Louis Faidherbe

gouverneur du senegal

a dit du fouta

" Parmi les populations indigènes que nous avons eu à coloniser, il y a une ethnie qui n'acceptera jamais notre domination. Et il se trouve que cette ethnie est très répandue sur notre espace de colonisation. Il est urgent et impératif pour notre présence en Afrique de réussir à les diviser et leur opposer les autres ethnies moins rebelles. Car le jour où les Peuls se regrouperont ils peuvent balayer sur leur passage toutes les forces coloniales. Nos gouverneurs doivent considérer cette action comme étant un devoir national.."

★

AGENDA

LES DIMANCHES DE 8H30 À 11H45
SYNTHÈSE DE L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE
ECHANGES AVEC LES AUDITEURS
SUR RFA RADIO 05 96 03 14 03

88.3 MHz - 93.6 MHz - 105.9 MHz

Sur le net : www.web-rfaradio.com

★

A découvrir sur **www.jikanbouttv.com**

Danmyié Janbé Dlo

Pour nous contacter : *jikanbouttv@gmail.com*

★★★

Ce journal vous a été offert par le C.N.C.P
(Conseil National des Comités Populaires)